Introduction

Jean Duverger et Pierre Laderrière

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2974>

DOI : 10.4000/ries.2974

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Pagination : 19-21

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean Duverger et Pierre Laderrière, « Introduction », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 22 | 1999, mis en ligne le 13 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2974> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2974>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Introduction

Jean Duverger et Pierre Laderrière

- 1 Après une période de relative éclipse, l'économie de l'éducation est de nouveau mobilisée, depuis les années quatre-vingt, pour contribuer à la prise de décision et à l'évaluation en matière de politiques éducatives. Traditionnellement, l'économie de l'éducation a été utilisée, d'une part, pour mieux appréhender la relation complexe entre les besoins en personnels qualifiés et l'offre - nécessairement diversifiée - des diverses composantes des systèmes d'éducation et de formation, et, d'autre part, pour s'assurer que les sommes mises à la disposition de ces systèmes étaient suffisantes et utilisées le plus efficacement possible. La remise en selle de l'économie de l'éducation, en relation avec l'élaboration, le développement et l'appréciation des politiques éducatives, s'explique par la complexité croissante des relations entre éducation-formation et société dont les paramètres essentiels semblent être :
- 2 - la mise en place accélérée d'une société de savoir assise sur le développement de ressources humaines répondant à des besoins sociotechniques sans cesse diversifiés et renouvelés ;
- 3 - l'émergence, par voie de conséquence, d'une éducation tout au long de la vie dont la période initiale, aussi fondamentale soit-elle, ne sera que la première étape ;
- 4 - la compétition de plus en plus grande, face à l'accroissement de nouveaux besoins sociaux, entre différentes modalités de financements, tant publics que privés ;
- 5 - la prise en compte de processus de décentralisation dans le fonctionnement des systèmes éducatifs et de formation, considérés comme favorables d'une meilleure gestion, au plus près des besoins exprimés par les divers acteurs et partenaires et, corrélativement le développement de procédures d'évaluation, permettant de piloter au plus juste en favorisant l'autorégulation.
- 6 Depuis plus de cinq ans, les dossiers traités dans la *Revue internationale d'éducation-Sèvres*, ont fréquemment été conduits à aborder le volet économique de l'éducation, mais le plus souvent comme un simple paramètre d'un thème évoqué également dans ses dimensions politiques, pédagogiques ou structurelles – tel que ceux de la formation tout au long de la vie, des modalités de l'évaluation ou des réformes de l'enseignement.

- 7 Ce numéro, au contraire, est délibérément centré sur les enjeux économiques des politiques d'éducation et de formation, se donnant pour objectif de fournir des clés et des repères pour mieux comprendre la nécessité, les modalités et les évolutions de la prise en compte de l'économie dans le champ éducatif.
- 8 Fidèle à la démarche de la revue, le thème a été abordé dans une perspective qui, sans être comparatiste, met en relation des points de vue venus de diverses régions du monde, qu'il s'agisse des auteurs ou des institutions.
- 9 Qui sont les acteurs économiques ? Quelles relations développent-ils avec les pouvoirs politiques ? Selon quelles modalités de travail ? Quels modes d'établissement des coûts de financement, de suivi, de l'évaluation ? Toutes ces questions et bien d'autres sont explorées dans ce numéro. C'est ainsi que le dossier s'ouvre sur un vaste panorama de l'état de l'éducation dans le monde dressé par F. Orivel. Il met l'accent sur les progrès accomplis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et insiste sur les défis qui restent à surmonter, en particulier l'écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres. En ce qui concerne plus particulièrement l'Amérique latine, R. W. McMeekin souligne l'insuffisante mobilisation – sauf au Chili – de l'approche économique par les décideurs dans le développement de l'enseignement et de la formation, malgré le besoin clairement démontré d'y avoir recours. Paradoxalement, on retrouve une situation plus ou moins similaire dans un pays très développé comme la Suisse, comme l'explique S. Hanhart. C. Campbell, à partir de l'exemple de l'Angleterre, expose en détail la complexité de la mise en place de nouvelles normes de financement des établissements scolaires depuis la grande réforme de 1988 et en rapport avec les inflexions apportées depuis deux ans par le gouvernement travailliste. Autre complexité de financement considérée cette fois au niveau européen, par A. Delhaxhe, A. Godenir et L. Deutsch : les aides directes aux étudiants. Et pour rester au niveau de l'enseignement supérieur et de son financement, E. Poglià s'interroge sur le cas de la Suisse en termes de recherche d'efficacité et d'efficience.
- 10 La dimension économique est souvent très présente, de manière directe ou indirecte dans l'analyse de l'enseignement et de la formation professionnelle. C'est au travers d'une comparaison entre l'Allemagne et la France que M. Möbus et E. Verdier essaient de saisir les modes de régulation caractérisant le développement de la formation initiale. Et c'est de nouveau au niveau européen que G. Wurzburg s'interroge sur la faisabilité du financement de la formation professionnelle continue en rapport avec les coûts encourus et les bénéfices attendus par les diverses parties prenantes.
- 11 En s'appuyant principalement sur l'exemple de l'Allemagne, K. Klemm penche du côté de ceux qui estiment qu'au total l'école est rentable, tout en reconnaissant les limites méthodologiques évidentes de sa démonstration. Ce sont précisément ces limites et les moyens de les repousser qu'aborde J.-J. Paul à l'occasion d'une confrontation de divers points de vue de spécialistes sur l'évolution de l'économie de l'éducation en France, depuis plusieurs décennies. Soulignant la nécessité d'enraciner définitivement la dimension économique dans les politiques éducatives, P. Laderrière conclut le dossier en rappelant les principaux obstacles qui restent à vaincre en ce domaine.
- 12 Sans prétendre à l'exhaustivité, ce dossier montre par des témoignages provenant de différentes régions et de divers pays qu'il devenait de plus en plus difficile de concevoir et de mettre en œuvre de véritables politiques éducatives, sans prendre en considération la dimension économique de leur impact et de leur fonctionnement. Certes, de gros efforts restent à faire pour sensibiliser tous les acteurs de base

concernés, afin qu'ils maîtrisent mieux le cadre de leur action, dans un contexte orienté vers la décentralisation du fonctionnement des systèmes. Mais les réticences enregistrées chez les hauts décideurs politico-administratifs pourraient certainement justifier l'appel à d'autres disciplines explicatives, comme les sciences politiques, et la préparation ultérieure d'un dossier sur la décision en éducation.

INDEX

Mots-clés : économie de l'éducation, évaluation, financement, politique éducative, économie